

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

1 F

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 20-9-1972 - N° 73

affaire aranda :

**ces princes
qu'on fait
chanter...**



lettre ouverte à madame lazurick

Madame Lazurick, vous êtes juive et fière de l'être. Comme moi. Vous avez également comme moi la nationalité française et en possédez tous les droits. A la N.A.F. nous n'y voyons à priori aucun inconvénient, au contraire. Nous pensons qu'un Israélite peut très bien être en communion avec ses coreligionnaires du monde entier sur le plan spirituel et se sentir pleinement membre de la communauté politique française.

C'est dire que nous répudions sous toutes ses formes l'antisémitisme.

L'attitude antinationale de politiciens israéliens sous la III^e République ne justifiait pas les imprécations d'un Drumont contre le Juif en général, et son antijudaïsme obsessionnel nous hérisse.

Quant à Hitler, il faudrait le génie d'un Dante pour exprimer toute l'horreur qu'inspire le génocide qu'il entreprit contre le peuple juif. (Inutile de parler des tziganes et autres intellectuels polonais et russes, etc.)

Nous ne demandons qu'à voir tous les Juifs membres à part entière de la communauté nationale. A condition bien sûr qu'ils ne s'en excluent pas d'eux-mêmes.

C'est là tout le problème. Il existe toute une catégorie d'Israélites qui considèrent que leur judaïsme implique l'adhésion à une communauté politique nationale juive incarnée depuis 1948 par l'Etat d'Israël. Vous entrez, Madame Lazurick, dans cette catégorie.

Après tout, ce point de vue, que je ne partage pas, peut se concevoir. Mais que les Israélites qui l'adoptent renoncent aux droits de citoyens français et se considèrent comme des étrangers installés à titre d'hôtes dans notre pays.

Là où il y a abus, Madame Lazurick, c'est que votre patriotisme juif ne vous empêche pas d'être une personnalité influente au sein de notre pays. Vous dirigez le quatrième quotidien de Paris, vous exercez un pouvoir redoutable sur nos compatriotes.

L'Aurore a de multiples amours : l'Angleterre, l'Europe, Israël surtout. Elle s'est distinguée par sa frénésie sioniste lors de la Guerre des Six Jours, cette guerre au cours de laquelle, si l'on en croit les récentes révélations du général Bar-Lev, les intentions belliqueuses ne furent pas le monopole des Egyptiens.

Qu'en 1972 la France soit aimée au Moyen-Orient, qu'il y ait la possibilité pour une diplomatie française de reprendre la politique musulmane de François I^{er} et de Richelieu, ne vous intéresse pas.

Une seule fois dans sa misérable existence, *L'Aurore* a pris position pour une cause nationale en défendant l'Algérie française. Mais n'était-ce pas surtout parce que le colonel Nasser, soutien du F.L.N., était l'ennemi juré

d'Israël ? Vous avez bonne mine après cela de dauber sur les communistes français qui ont résisté aux Allemands par patriotisme russe !

Mais là où vous avez passé les bornes de l'odieux, c'est à propos du drame de Munich et de l'affaire Aranda.

Les onze malheureuses victimes juives de Munich vous ont remplies d'aise. Onze martyrs de plus, quelle occasion pour faire du battage en faveur d'Israël. Vous vous régalez, c'est visible. Vous deviez simplement regretter que le festin n'ait pas été agrémenté de quelques mères de famille en sang et de quelques bébés égorgés. Les représailles israéliennes sur des civils vous ont en revanche laissée de glace. Pendant ce temps vous vous prépariez à lancer la torpille Aranda.

M. Aranda provoque davantage notre pitié que notre colère. Cet « archange », comme vous l'appellez dans votre journal, est au plus justiciable du cabanon. Mais comme il vous sert !

Sur le ton de la vertu poursuivant le vice vous stigmatisez les quarante-huit politiciens pourris mis en cause par Aranda. A vrai dire nous sommes surpris qu'il n'y en ait que quarante-huit au sein de la majorité. Cette V^e République dont le principal parti a pour trésorier le Docteur Fric est compromise jusqu'au cou avec les puissances d'argent. Mais vous étiez moins sévère avec la IV^e République, ce régime de la vertu comme chacun sait. Le scandale des vins était-il donc moins répréhensible que l'affaire Rives-Henrys ? Ou peut-être les ballets roses de M. Le Trocquer vous faisaient-ils chaud au cœur ?

En fait, derrière le masque d'archange saint Michel, perce chez vous le visage hideux de la maîtresse-chanteuse. Le Pouvoir n'est pas à la botte du lobby sioniste, il livre des Mirages à la Libye, donc menaçons-le de révélations compromettantes s'il persiste.

Le chantage, Madame Lazurick, est passible de la correctionnelle. L'intelligence avec une puissance étrangère, même en temps de paix, est passible, elle, de la Cour de Sécurité de l'Etat.

Mais il y a trop de cadavres entre les politiciens au pouvoir et vous, quoi que vous en disiez, pour que la justice vous frappe.

En revanche, soyez sûre que les Israélites d'A.F. sont ulcérés de vous voir trahir le pays où vous vivez. De plus, ils ne veulent plus que des êtres comme vous fournissent un alibi commode aux antisémites. Ils sont de plus en plus dérangés par l'envie de vous casser la figure. Leur galanterie les retient de passer aux actes pour l'instant. Cela pourrait bien ne pas durer. A bonne entendeur, shalom !

Philippe BERNSTEIN,

Israélite d'Action française.

EDITORIAL

ces princes qu'on fait chanter

Le ressort de la République est la vertu, disait Montesquieu. De Rives-Henrys à Charret, la V^e République nous a abondamment donné, ces deux dernières années, des illustrations très spéciales de cet axiome. Avec l'affaire Aranda elle apporte la preuve que la maxime d'A.F., « La République en France est le règne de l'étranger », reste toujours aussi vraie.

De quoi s'agit-il ? Un ex-haut-fonctionnaire plus ou moins déséquilibré — il expliquait dans un ouvrage paru en 1962 que Mussolini avait été placé en 1922 par... l'U.R.S.S. à la tête de l'Italie ! — s'est décidé à jouer les « archanges » vendeurs et à dénoncer tous les hommes politiques contre lesquels il avait des dossiers prouvant leurs compromissions avec les milieux d'affaires.

Il déclare que son action est motivée par son indignation devant la livraison de « Mirage » à la Libye par le gouvernement français et qu'il poursuivra ses révélations si ces livraisons ne sont pas interrompues. Le tout est suivi d'un couplet sur le droit imprescriptible d'Israël à l'existence, justifié par les massacres d'Auschwitz et de Dachau.

Autrement dit, M. Aranda fait chanter le gouvernement français en mêlant arguments affectifs et dossiers fétides.

Peu importe qu'il ait déclaré le surlendemain au *Figaro* que l'affaire des « Mirage » n'était qu'un prétexte. Le chœur des petits chanteurs sionistes conduit par la majorette Francine Lazurick, de *l'Aurore*, s'est empressé d'exploiter à fond l'affaire contre un gouvernement trop tiède à son goût à l'égard d'Israël.

Ainsi toute une partie de la presse française tente de faire pression sur le pouvoir afin qu'il infléchisse sa diplomatie dans un sens favorable à une puissance étrangère. Cette action, qui relève du Code pénal, est une honte et un malheur pour notre pays, le signe d'une dégradation inouïe des mœurs politiques.

Il est vrai que la République appelle irrésistiblement au pouvoir une classe de politiciens tôt ou tard corrompus et qu'elle les laisse sans défense face au chantage.

Politiciens tôt ou tard corrompus ? Comment un député, un ministre, le trésorier d'un grand parti, pourraient-ils assurer les frais des campagnes électorales, arroser les grands électeurs, sans recevoir l'aide des puissances d'Argent et tomber sous leur coupe ?

La V^e République, dans ce domaine, a, reconnaissons-le, montré une grande virtuosité. Mais a-t-elle fait tellement mieux que la III^e République des Affaires de Panama, Oustric, Stavisky, ou que la IV^e République spécialisée en trafic des piastres ?

Politiciens sans défense face au chantage ? En démocratie, l'opinion est théoriquement reine, il ne faut donc pas que les élus du peuple qui jouent devant elle un spectacle permanent puissent perdre la face. Comme ils sont loin d'être blancs, n'importe quel forban de plume bien informé aura barre sur eux, à moins que ce ne soient les services des Renseignements généraux.

Changer les coquins en place par des hommes nouveaux n'améliorerait rien, car ceux-ci, du fait des pesanteurs sociologiques, seraient à leur tour rapidement corrompus et vulnérables.

Maurras montrait dans « L'Avenir de l'Intelligence » que seul le sang, c'est-à-dire le pouvoir héréditaire, était à la fois indépendant de l'Argent comme de l'Opinion, puisqu'il ne tirait pas d'elles les sources de son pouvoir. Cela ne veut pas dire que les ministres d'un Roi sont plus vertueux naturellement que M. Dechartre. Du moins y a-t-il un pouvoir au-dessus d'eux qui peut à tout moment leur faire subir le sort de Fouquet s'ils passent par trop les bornes. Merci à M. Aranda d'en avoir apporté, bien malgré lui, la preuve.

N.A.F.

NAF. TELEX

• **VALEURS ACTUELLES** lance une grosse campagne contre les unions de consommateurs et laisse entendre que l'affaire du talc Morhange est un horrible coup monté contre la consommation. Nous savons que les rédacteurs de ce journal appartiennent à la race des seigneurs. Ils sont donc parfaitement prémunis biologiquement contre l'hexachlorophène. N'empêche, l'article sent trop l'ascenseur renvoyé aux bailleurs de fonds du journal de M. Bourguine.

• **LA REUNION DES DIX** sur la crise monétaire n'est pas parvenue à établir d'accord sur une politique commune face à l'inflation. Motif :

- a) Tout le monde patauge sur la question ;
- b) Chacun applique la pratique chacun pour soi et sauve qui peut.

Moyennant quoi, on a convenu d'une réunion au sommet en octobre.

Plus personne ne croit plus au fantôme européen, mais on fait comme si...

république ou monarchie ?

Ont répondu à ce débat :

- n° 33 Gabriel Matzneff
- n° 34 Marc Valle
- n° 36 Jacques Laurent (1)
- n° 37 Roland Laudénbach
- n° 38 Baruch
- n° 39 Monseigneur Pierre
- n° 40 Paul Sérant
- n° 41 Pierre Boutang
- n° 42 Jean-François Chiappe
- n° 43 Michel Déon
- n° 44 Christian Dedet
- n° 45 Général d'Esneval (1)
- n° 46 Marcel Loichot

- n° 48 Jean Cassagneau
- n° 49 Batonnier Lussan
- n° 50 Jacques Perret
- n° 51 Jean-Marie Domenach
- n° 52 Jean de Fabrègue
- n° 53 Jean Royer
- n° 54 Raoul Girardet
- n° 55 Georges Montaron
- n° 57 Philippe de Saint Robert
- n° 58 Gabriel Marcel
- n° 60 Jacques Paugam
- n° 62 Jean-François Gravier
- n° 65 Henri Leclerc

(1) Numéros épuisés.



justice :

la réforme à faire

Le 16 septembre, à 2 heures de l'après-midi, dans le décor suranné des audiences solennelles, la justice a fait peau neuve. S'il faut en croire les discours, la voici moins poussiéreuse, plus rapide, moins coûteuse, plus accessible à tous, plus juste en quelque sorte. Une montagne de textes législatifs et réglementaires a accouché... de chats-fourrés méconnaissables.

PAUVRE SAINT-YVES !

L'accouchement fut laborieux, douloureux. Bien des intérêts étaient en jeu, mais aussi des principes, et il existe encore quelques défenseurs de principes. Quant aux textes eux-mêmes, ils présentent cette particularité d'avoir des pères multiples (ce qui n'étonnera pas M. Pleven qui a introduit dans le régime de la filiation naturelle cette solution mirobolante). M. Foyer, qui est radicalement hostile à la profession d'avocat, encore qu'il soit avocat lui-même, avait médité, du temps où il était Garde des Sceaux, de tout changer des procédures et des professions judiciaires. M. Capitant, lui succédant après M. Joxe, avait des idées différentes mais non moins révolutionnaires. M. Pleven, arrivant à la Chancellerie, parut peu enthousiaste de « tenir dans ses bras, comme il disait, l'enfant des autres ». Mais le temps aidant et les bureaux de la Chancellerie, il s'éprit de l'enfant à son tour. Il a fait bonne mesure, puisqu'il a « déposé sur l'autel de Saint-Yves » toutes les réformes ensemble, en veillant à leur synchronisme.

Désormais les professions d'avoué, d'avocat, d'agréé, n'en font plus qu'une. L'avoué et l'avocat pourront plaider, l'avocat, jusque-là cantonné dans sa défense, va sortir de sa clôture, faire de la procédure et respirer l'air des affaires. C'est une sorte d'enrichissement » (on a les Guizot qu'on peut) qui signifie profondément qu'on aime mieux les avocats qui font des affaires que ceux qui font de la politique.

De son côté, l'Assistance judiciaire (en abrégé l'A.J.) change de nom mais non d'initiales et devient l'Aide judiciaire. L'Etat prétend la prendre en charge totalement, pour éliminer de l'institution toute trace de charité et de paternalisme.

Le Code de procédure civile est profondément bouleversé et, paraît-il, simplifié. Sans le dire, il montre une tendance à devenir inquisitoire au lieu d'accusatoire, c'est-à-dire qu'il restreint la liberté du plaideur sur son propre procès.

« Si tous les Codes français, en matières civile et pénale, et toutes les lois antérieures à 1900 tiennent en un seul volume — épaïs il est vrai — un autre volume est nécessaire pour recueillir la seule production législative de la période 1900-1945 ; il en faut quatre identiques pour la production législative de 1945 à 1967. (Bâtonnier Bernard BAUDELLOT, Encyclopedia Universalis, article Avocat.)

Simultanément, trois nouveaux Tribunaux de la Région parisienne sont mis en route, à Bobigny, à Créteil, à Nanterre. L'idée part d'un bon naturel : rapprocher la justice des justiciables, mais dans les faits, le plaideur se rend plutôt chez son avocat et c'est l'avocat qui se rend au Palais, et quelquefois il ira plus vite à Nice en avion qu'à Bobigny en voiture. Cette simplification, pour le moment, complique la vie de tous et les nouveaux Palais de justice sont d'ailleurs en carton-pâte ou en chantier. Dans l'avenir ils seront très séduisants. Il n'y aura plus de barres pour les avocats mais des tables rondes, plus de box pour les mauvais garçons mais des sortes de salles de séjour et de grands rideaux derrière le Président comme au théâtre. Les déesses tenant des balances au milieu d'angelots maflus feront place à des motifs plus abstraits. Rien ne distraira plus de la Justice qui sera partout répandue. Des hôtes d'accueil aiguilleront le plaideur, le conseilleront, le reconforteront. Enfin, au milieu du décor, le juge « féroce comme Zeus et doux comme un papa ! ». Telle est la justice qu'on nous promet, à quelques mois des élections.

UNE MYSTIQUE DU DÉMÉNAGEMENT

Mais à ce sujet, quelques observations :

La première, c'est qu'on ne rend pas la justice plus efficace et plus rapide en bouleversant tous ses mécanismes et en voulant transformer tous ses auxiliaires en même temps. Si M. Pleven n'avait pas oublié dans son âge mûr les leçons de sa jeunesse, il se défierait de la mystique du déménagement, qui est la philosophie du système. Certes, la vie est changeante et tout le monde sait, depuis Héraclite, que l'homme ne se baigne jamais deux fois dans un même fleuve. Mais le fleuve change peut-être plus vite que l'homme. Puis tout changement n'est pas un progrès, mais toujours une rupture de ces habitudes qui épargnent l'effort et la fatigue et créent une plus grande disponibilité d'esprit, à l'égard de ce qui

réellement change. Enfin, le temps ne respecte guère ce qui se fait sans lui. Dans des constructions aussi coutumières que celles de la justice, les changements qui se font sont ceux que le temps mûrit et secrète, plus que ceux qui sortent de la cervelle de fonctionnaires qui n'ont aucune expérience des prétoires, où on ne les parachute que le temps d'un avancement.

A l'heure où l'objectif poursuivi est d'accroître le rendement et de diminuer le coût de la justice, on constate que tous les auxiliaires de justice non seulement ne savent pas où ils vont, mais même où ils en sont. Au lieu de songer aux affaires, chacun se recycle dans un coin de galerie et « potasse » les grimoires du législateur dont le style n'est pas de grande époque. Bien heureux en la circonstance les apprentis et les écoliers ! Ils se trouvent mieux placés que les praticiens d'expérience, car ayant comme eux tout à apprendre, ils n'auront rien à oublier. Ce pourrait être une manière heureuse de faire place aux jeunes, si malheureusement pour eux, les nouvelles dispositions ne devaient à la longue laisser moins de chance au mérite qu'à la fortune.

Depuis 1934, le budget de la Justice n'a jamais dépassé 1 % du budget de l'Etat ; il a été de 0,65 % en 1964 et de 0,61 % en 1970, compte non tenu des recettes provenant du droit de timbre ou d'enregistrement, des amendes et du travail pénitentiaire.

On peut ainsi prédire pour de nombreux mois le résultat inverse de celui qui était cherché, le ralentissement d'une justice déjà lente et à travers la pagaie matérielle, une confusion accrue de notions et d'idées. Ensuite il est probable que chacun reviendra à ses habitudes, comme les fleuves retournent à leur lit, après les inondations. Comme le disait André Frossard dans *le Figaro*, à propos d'autre chose, nous aurons eu, une fois de plus, « une révolution comme on les aime en France... une révolution qui ne change rien du tout ».

LA RÉFORME IMMOBILISTE

C'est que (seconde observation) la Chancellerie ne souhaite nullement que cela change. Elle s'est attaquée avec vigueur à des problèmes mineurs,



afin de ne pas résoudre le vrai problème qui est que, dans la société française, la justice est une parente pauvre, une sorte de cousine Bette qui pourrait devenir méchante. Les crédits qu'elle reçoit sont misérables. Depuis des dizaines d'années, ils sont loin de représenter même le centième du budget de l'Etat.

Peu payé, mal logé, mal aidé, ne disposant d'aucun moyen matériel moderne, le magistrat rend la justice sous une Marianne qui croule sous la poussière. Le juge qui dispose d'une secrétaire ou d'une voiture est montré du doigt, comme un privilégié. Les greffes mettent habituellement plus d'un mois pour remettre au plaideur la grosse d'un jugement qui n'est jamais qu'une photocopie revêtue de quelques tampons. La justice est condamnée à l'immobilité et souvent à l'impuissance. Elle ne sort pour ainsi dire jamais afin d'aller voir ce dont elle juge. Sur le plan moral le juge n'est pas mieux traité. Théoriquement inamovible, il s'est vu, après chaque changement de régime, rappeler à l'ordre pour avoir joué la musique ou battu la mesure du régime précédent. On rappellera l'épuration de 1940, celle de 1944 et la manière dont les magistrats appelés à connaître des affaires d'Etat ont été traités sous le régime du général de Gaulle. Ce sont là des exemples majeurs. Dans la vie quotidienne, il est d'autres exemples de la manière dont l'Etat abaisse la fonction. La gaffe de Pompidou en 1968, celle de Tomasini l'année suivante, avaient des motivations profondes. Le déclin de la puissance des juges, de la place qu'ils occupent dans la hiérarchie

sociale, de leur nombre même, n'est pas un hasard. On peut observer un déclin parallèle des libertés.

« On ne fait pas un corps de juges, disait Maurras, en exprimant à d'Aguesseau combien l'on serait heureux de le voir passer dans la rue. » Mais si d'Aguesseau passait place Vendôme, M. Pleven le reconnaîtrait-il et d'ailleurs qu'est-ce qu'il en ferait ? L'Etat démocratique n'aime pas les juges. Cette hostilité est trop ancienne pour ne pas lui être consubstantielle. En 1793, les Jacobins écartaient avec effroi l'idée que des magistrats puissent construire une jurisprudence, c'est-à-dire interpréter la loi et l'adapter aux situations des hommes. Déjà ils appelaient de leurs vœux des juges-machines, afin que la volonté générale, qui est censée s'exprimer dans la loi, ne fût pas déformée.

VERS LA JUSTICE MACHINE ?

Nous en sommes au même point. Les puissants seigneurs de la classe politique et de la finance s'accordent pour regarder d'un œil méfiant ce magistrat, cet homme seul pour des hommes seuls, cet homme libre pour des hommes libres. Aujourd'hui, comme en 1793, on prophétise le déclin du contentieux, qu'on réduit abusivement aux querelles de voisinage ou aux chamailleries des prétroires de paix. A la place du risque de contestation qui découle des libres sentences, il convient que la Justice tombe d'en haut, de l'Etat, par des lois et des décrets de plus en plus tatillons et qui changent au gré des vents électoraux. Cent fois, ces dernières années, des lois nouvelles sont venues contrarier la jurisprudence des juges. Une justice sur mesure, avec des cas particuliers et des sentiments est un luxe que ne peut plus se permettre notre système.

C'est dire que la réforme de l'Assistance judiciaire, à laquelle l'Etat a consacré plus d'argent en publicité qu'en réalisation (un milliard d'anciens francs seulement) ne sera qu'un leurre. Si la Chancellerie avait voulu mettre la justice à la

portée de tous, elle aurait mis des juges partout où il en faut. Elle aurait fait que l'Etat renonce à tirer un profit de la justice. Elle assurerait la réelle gratuité de son service.

Or, si la réforme actuelle impose aux avocats de plaider et de postuler pour des émoluments qui ne les couvriront même pas de leurs frais, alors que les avocats ne sont pas la justice, mais ses auxiliaires, l'Etat de son côté va continuer de percevoir à l'occasion de chaque jugement un droit d'enregistrement qui n'est qu'une manière de faire payer la justice par le justiciable. Il continue après la nationalisation des greffes à encaisser d'un seul coup, au début du procès, tous les droits que celui-ci peut entraîner et à se faire ainsi prêter, sans intérêt, de l'argent par les justiciables. L'Etat vient de créer enfin une nouvelle taxe, dite parafiscale, qui sera perçue sur chaque plaideur, pour chaque affaire, afin de constituer le fonds d'indemnisation des charges dépossédées. Ainsi le justiciable paiera-t-il encore le coût des réformes que l'Etat a jugées nécessaires. On peut donc annoncer une justice encore plus chère pour les uns, et au rabais pour les autres.

« LES FRAIS DE JUSTICE ECARTENT DES TRIBUNAUX QUICONQUE N'EST PAS MALHONNETE, TROP RICHE OU INDIGENT », écrivait il y a plus de vingt ans, dans son bulletin d'information, MGR LE COMTE DE PARIS. Il est difficile de faire plus exactement et plus laconiquement le tableau de la situation du justiciable dans la France contemporaine.

Nul doute qu'un successeur ou un rival de M. Pleven ne prépare déjà dans ses cartons une nouvelle réforme. Nous en prédisons déjà l'échec tant que l'Etat sera constitué de telle sorte qu'il lui faille, pour subsister, progressivement envahir et accaparer toutes choses. Que le pauvre justiciable et surtout le justiciable pauvre médite le cri de Lope de Vega : « Le véritable alcalde, c'est le roi ! »

G.-P. WAGNER.

Il y avait 17.000 magistrats en France en 1831 (pour environ 30 millions d'habitants). Il n'y en avait plus que 4.214 en 1963 et 4.100 en fin 1968.

Il y avait 747 Tribunaux de Première Instance en France en 1790, 400 en l'An VIII, 357 en 1930. Il y en avait 176 en 1969.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100fr**





N.A.F. — Monsieur le Ministre, le général de Gaulle a manifestement apporté un élément nouveau dans la pratique républicaine. Comment définissez-vous cet élément et pensez-vous qu'il a été conservé par ses successeurs ?

E. P. — Ce que le général de Gaulle a apporté de plus substantiel n'est pas plus conservé par ses successeurs que par ses adversaires. J'ai été très frappé par le débat télévisé entre Debré et Mitterrand. C'était un débat inimaginable avant de Gaulle. Presque toutes les concordances qui existaient entre les deux hommes, et elles n'étaient pas rares, résultaient du fait que la France a fait pendant dix ans l'expérience du gaullisme. Il y avait chez les deux adversaires une identique conception de l'Etat, de la responsabilité du gouvernement, et de la stabilité, un même refus de mettre en cause certaines exigences fondamentales de la vie collective. Ils se sont « battus » sur d'autres problèmes nombreux, substantiels, peut-être pas essentiels.

Le général de Gaulle nous a apporté à tous une certaine conception de l'Etat. Il me l'a un jour expliquée : pour lui, il faut faire une distinction très nette entre le *national* et le *politique*. La politique couvre deux domaines très différents : le premier, c'est le pacte fondamental qui fait qu'une société vit et veut vivre, qu'elle veut durer et s'épanouir ; le second, c'est le débat sur les moyens de réaliser ce pacte fondamental, c'est la lutte pour le pouvoir qui permet de le réaliser. Cette lutte prend place dans l'application du pacte puisque celui-ci définit la règle du jeu qui préside à la lutte entre les forces adverses : contraires mais tendues vers le national, vers la durée.

C'est ce qui explique que de Gaulle ne combattait pas mais *récusait* le Parti Communiste et l'O.A.S. parce qu'il considérait que ces deux organisations n'avaient pas fait la distinction entre le pacte fondamental et le jeu politique. Il récusait aussi ceux qui, par leur incapacité à s'organiser, se révélèrent incapables d'assurer le devenir de la nation. Et pourtant il était libéral quant au jeu politique, dès lors que celui-ci se situait dans les limites du pacte. Il l'était ou il l'aurait été : on ne dira jamais assez combien lui a fait défaut une alternative acceptable à l'U.N.R. qu'il avait mise en place.

Quant aux institutions, elles ont été la conclusion d'une analyse dialectique entre cette vision globale de la nation et les défauts mêmes et les qualités de cette nation. C'est en effet au nom de cette vision globale qu'il a voulu « encadrer » la nation pour qu'elle ne manque pas à son destin, qu'elle l'assume.

N.A.F. — N'y a-t-il pas, dans la conception gaullienne de la légitimité, une résonance monarchique ?

E. P. — C'est là une question intéressante, mais je me demande si, entre de Gaulle et certains hommes politiques qui, sur ce point, n'ont pas exprimé leurs conceptions aussi clairement que le Général, il y a une différence de nature ou une simple différence de degré.

Tout homme d'Etat véritable rencontre un jour l'appel du service, je dirais même de l'histoire. Je crois que le jeu politique de chacun se déroule entre *service* et *carrière*, entre *faire* et *être*. Les

seuls hommes d'Etat véritables sont ceux qui ont moins pour ambition d'être président ou premier que d'accomplir une œuvre, dût cette œuvre, dût leur attitude leur coûter personnellement fort cher. Je crois donc que tout homme politique connaît à un moment donné un choix décisif entre le faire et l'être et entre le service et la carrière. Entre l'intérêt et le devoir, l'instant et la durée, le pouvoir et la légitimité. Ce qu'il y a de frappant chez de Gaulle, c'est que ce choix s'est accompli alors sans doute qu'il était loin du pouvoir. Il y a donc chez lui une spontanéité — et une intensité — de vocation que l'on ne trouve qu'exceptionnellement. Mais il n'y a pas là cas unique, il y a cas exemplaire : d'autres hommes, Clemenceau, Mendès-France, ont entendu l'appel muet mais impératif de l'histoire. Mais je ne vois pas en quoi cela pourrait conduire à une solution monarchique !

N.A.F. — Nous ne disons pas cela. Mais nous remarquons que l'affirmation gaullienne de la légitimité n'était pas démocratique. Ne choquait-elle pas tous les vieux républicains ?

E. P. — Il est certain que cette conception était « choquante », « insupportable » même, lorsque par exemple de Gaulle disait que sa légitimité transcendait son absence aux affaires.

Mais est-ce qu'un homme d'Etat n'éprouve jamais le sentiment d'incarner plus que le jeu politique ? Est-ce qu'il n'y a pas, à un moment donné, une transfiguration du véritable homme d'Etat ? Est-ce que la qualité d'homme d'Etat n'est pas dans cette transfiguration, dans cette capacité de transfiguration ? Il y a des moments, il peut en exister, où l'homme d'Etat doit se dresser contre une population ou contre ses représentants, en dehors de toute considération personnelle, au nom de ce que l'on appelait les lois fondamentales du royaume, au nom de l'intérêt supérieur de la collectivité. Si l'homme politique agit ainsi, c'est parce qu'il croit que, face à une nation qui est préoccupée de ses intérêts immédiats, il incarne autre chose. En cet instant-là le

edgard pisani : la t conservatrice du ro

*Edgard Pisani, né en 1918, a été Préfet de la Haute-Loire, puis de la H
à 1961, il fut sénateur de ce département (Gauche démocratique).*

*Ministre de l'Agriculture de 1961 à 1966, puis de l'Équipement (1966-1967)
cette date. Il fut député du Maine-et-Loire de mars 1967 à mai 1968.*

*Depuis 1968, il est président du Conseil national des Économies région
de « La Région pour quoi faire » (1969).*

responsable n'est pas limité à une fonction exécutive, il dépasse l'Etat, il transcende même la nation en son moment pour atteindre à la permanence. Il doit le faire si tel est son sentiment, puis doit accepter d'être jugé sur ce qu'il a fait ou n'a pas fait. Pour en revenir à lui, de Gaulle a voulu mettre en place non pas un système héréditaire, totalement à l'abri des tensions, mais un système qui, une fois les tensions passées — c'est-à-dire les élections — permettrait à l'homme d'Etat d'être autre chose qu'un simple miroir. Et la légitimité, chez de Gaulle, c'est cette capacité d'entendre le passé et le futur et de les opposer au présent. Il estimait avoir plus qu'aucun autre cette capacité. Voilà ce que je ressens en fonction de mon expérience personnelle.

N.A.F. — Monsieur le Ministre, excluez-vous, pour l'avenir, toute solution monarchique ?

E. P. — Si j'étais en royauté, et dans une royauté de type britannique ou scandinave, je lui serais farouchement attaché. Une telle royauté offre en effet à la nation un symbole, un élément d'unité, un point de référence qui est très positif.

Le second élément positif, c'est le caractère rituel de la royauté. L'une des pauvretés de la société moderne réside justement dans sa déritualisation. Pour moi, il est certain que les sociétés qui conservent un certain rite apportent plus aux hommes qui sont aujourd'hui frustrés de significations et de symboles, accablés de phénomènes. La crise de la société moderne réside en particulier dans le fait que nous n'avons pas su faire coexister le besoin de rite et le besoin de liberté.

Donc, dans la mesure où nous nous trouverions en face d'une monarchie installée, et pouvant être de ce fait très libérale, j'en serais partisan. Mais il me paraît inimaginable de penser à une restauration en France parce que cette restauration se ferait dans de telles conditions qu'elle ne pourrait pas ne pas apparaître comme un facteur de recul.

Je ne dis pas que vos intentions soient réactionnaires. Je veux même croire que vous rêvez d'une France fort séduisante. Je dis que la ségrégation



entation yalisme

ute-Marne. De 1954

), il démissionne à

ales, Il est l'auteur

qui se ferait entre deux tendances contraires, dont l'une serait monarchiste, vous acculerait à n'être que le fer de lance de ce qu'il y a de moins avouable dans le conservatisme français. C'est là votre vrai problème.

N.A.F. — Pourriez-vous nous préciser votre pensée sur ce point ?

E. P. — Je crois que, par nature même, le débat politique emporte avec lui la division de l'opinion en deux parties. Et lorsqu'il n'entraîne pas cette partition, on risque d'aboutir à une crise grave : l'exemple de la IV^e République, l'Italie d'aujourd'hui et même la Hollande, montrent qu'une société infiniment divisée encourt de grands risques. Il faut que le débat politique tende vers la simplification, parce qu'il tend vers le pouvoir. Je crois donc que si vous parvenez à actualiser le débat sur la République et la Monarchie, les Français se diviseront en deux camps. Et vous verriez venir dans votre camp toute la bourgeoisie petite ou grande, vous auriez à vos côtés la masse la plus conservatrice de ce pays. Vous l'effrayez aussi. Mais si la bataille s'engageait, c'est vers vous qu'elle se tournerait.

Aujourd'hui, à froid, ce n'est sûrement pas dans le marais que vous recrutez, mais dans une jeunesse aussi exigeante que les gauchistes mais insatisfaite du gauchisme, et parmi les cadres responsables que l'irresponsabilité choque. Au niveau de votre premier combat, de votre actuel combat, vous avez certainement une très jolie « clientèle ». Mais à mesure que le débat s'engagerait, il se ferait autour de vous une polarisation extraordinaire de toutes les médiocrités. Vous connaîtriez tôt ou tard — ou vous connaissez déjà — des débats cruels entre vos exigences de jeunes militants et la pesanteur, l'égoïsme, l'absence d'imagination et de générosité de cet attirail petit bourgeois qui essaiera de vous récupérer. La masse vivante de ce pays, à cause de ses penchants, de ses traditions, de ses réflexes, sera contre vous. Vous ne pouvez pas ne pas être conduits à être autre chose que ce que vous voulez être. Méfiez-vous, c'est aussi cela la politique.

N.A.F. — Il y a effectivement le combat politique avec ses clivages, mais il y a aussi la monarchie qui est au-dessus de la mêlée...

E. P. — C'est un tout autre problème. J'ai simplement voulu dire que, par les fatalités de l'histoire, quiconque se présente en France comme le zélé de la monarchie, provoque des réflexes positifs et négatifs qui l'insèrent automatiquement dans les classements politiques habituels. Je ne vois pas comment vous pourriez éviter ce clivage et je ne vois pas quelles circonstances politiques pourraient naître qui donneraient à ce clivage un caractère moins catégorique. Je ne vois pas se recréer une opportunité pour l'idée dont vous êtes les défenseurs. Car rien ne serait pire pour vous que d'arriver dans les fourgons d'une contre-révolution. Ce ne peut pas être cela que vous voulez. Car le peu que je sais de vous me conduit à vous distinguer des... fascistes.

N.A.F. — Monsieur le Ministre, quel jugement portez-vous sur la démocratie, et pensez-vous que ce système soit en mesure de résoudre les problèmes de notre société ?

E. P. — Pour moi, la démocratie est fondée sur deux principes, je dirai presque de nature philosophique. La démocratie est un régime dans lequel tout homme est censé avoir quelque chose à dire, dans lequel tout homme est respecté parce qu'il est fils de l'homme. La démocratie est d'autre part un régime dans lequel celui qui parle, s'il ne parvient pas à convaincre, se donne tort au lieu de donner tort aux autres. C'est donc un régime fondé sur la communication et la persuasion, non sur la force, mais il convient de retenir une seconde approche du problème ; la démocratie a connu deux stades d'évolution : dans un premier temps, elle a été fondée sur la délégation de pouvoir du citoyen à l'élite ; puis, avec le développement de l'éducation, l'apparition d'une classe de cadres, le développement des moyens de communication, est apparue la nécessaire instauration d'une démocratie de participation.

Sans doute n'avons-nous pas encore trouvé le contenu, les méthodes, les rites de cette démocratie de participation. Il n'y aura sans doute pas de démocratie qui ne fasse coexister des structures de délégation et des structures de participation, chacun de ces structures ayant son domaine propre.

Et cette spécialisation peut être recherchée dans les voies suivantes :

Toute structure humaine est confrontée à deux finalités : la finalité de communauté et la finalité de commodité. Il n'y a pas de structure humaine qui n'ait de problème de gestion, il n'y a pas de structure humaine qui n'ait d'ambitions humaines. Ainsi, dans un cadre « communautaire » tel que la paroisse, où il n'y a pas d'intérêt naturel commun, il faut pourtant assurer une certaine gestion. De même, dans l'entreprise, qui est le cadre « commoditaire » par excellence, apparaît chaque jour davantage la nécessité de créer un minimum de communauté, de solidarité humaines, de finalité sociale, non économique. Peut-être la commodité est-elle affaire de délégation et la communauté affaire de participation : c'est dans tous les cas vers des formes diversifiées que la démocratie évoluera pour satisfaire à la fois ses exigences humanistes et ses nécessités gestionnaires. L'évolution sera longue et difficile. Mais le gouvernement des hommes est un art difficile ; il a pour but de rendre le nécessaire, le souhaitable possible ; il doit pour y réussir mener un jeu dialectique entre un devenir prévu ou recherché et un présent analysé. Gouverner, c'est déduire la trajectoire de l'objectif. Nous retrouvons ainsi notre propos de départ : le pacte national, c'est l'objectif, la politique, c'est la trajectoire ; le gouvernement, c'est la négociation entre les exigences du futur recherché et les données du présent constaté.

N.A.F. — Vous semble-t-il que nos gouvernements aient eu ou aient une telle conception du rôle du politique ?

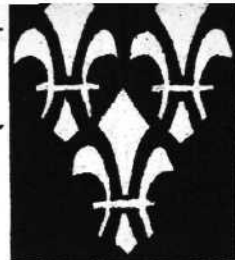
E. P. — Le général de Gaulle a toujours projeté une vision du devenir français, M. Pompidou jamais, au point que l'on se demande s'il porte en lui une vision de ce devenir. Or cette discipline, qui consiste à déduire le présent du futur voulu ou accepté, est de plus en plus nécessaire à mesure que les sociétés deviennent plus complexes : ces sociétés ne se gèrent pas par ordres et par commandement, mais par objectifs et par animation dans un système décentralisé. La vision n'est pas seulement nécessaire politiquement, poétiquement, historiquement, mais aussi quotidiennement, car si le « patron » n'a pas de vision à communiquer, s'il ne peut dès lors déléguer des pouvoirs, on entre dans un pays-caserne où tout doit être prévu de A jusqu'à Z. C'est paralysant, c'est insupportable. C'est riche de graves soubresauts.

la semaine prochaine :

réponse de louis joinet

président

du syndicat de la magistrature



réponse à edgard pisani mort des vieux clivages

La réponse d'Edgard Pisani à notre enquête est riche, trop riche pour être intégralement commentée en une simple page. Aussi, en attendant d'y revenir à l'occasion de débats ultérieurs, nous nous bornerons à analyser deux points essentiels, qui touchent à la conception de la démocratie que se fait l'ancien ministre du général de Gaulle et au jugement qu'il porte sur le combat de la Nouvelle Action française.

LE POIDS DES CIRCONSTANCES

En évoquant les dangers d'une récupération par la bourgeoisie petite ou grande, d'un engluement dans le conservatisme, Edgar Pisani a mis l'accent sur une des causes de l'échec de l'Action française dans l'entre-deux-guerres. Il est vrai qu'après 1918 le mouvement royaliste avait lentement glissé vers le conservatisme, qu'il avait rallié les éléments de la population les moins novateurs en même temps qu'il perdait, dans ses crises intestines, ses éléments les plus dynamiques. Il convient cependant de ne pas trop noircir le tableau : Maurras n'a jamais abandonné ses conceptions économiques et sociales, et les groupes de « Camelots du Roi », en majeure partie composés d'ouvriers et d'employés, représentaient une force d'une pugnacité extrême. Mais il est évident qu'un fossé de plus en plus profond séparait Maurras de son public — et même d'une partie de l'état-major de l'Action française — tandis que l'action des Camelots du Roi ne put jamais déboucher, faute d'une stratégie globale.

Mais était-ce là pure fatalité ? L'histoire montre au contraire que l'Action française a plus été victime des circonstances que de « pesanteurs » qui lui auraient été inhérentes. Il ne faut pas oublier que l'immédiate après-guerre vit la disparition du syndicalisme révolutionnaire, avec qui l'A.F. avait engagé, avant 1914, un dialogue fructueux. L'apparition du bolchevisme, l'orientation réformiste de la C.G.T., font que le débat est désormais impossible avec les organisations ouvrières. Il faut aussi se souvenir que la condamnation par Rome avait coupé le mouvement royaliste de tout un peuple catholique qui, bien conduit, aurait pu jouer un rôle décisif pendant la grande crise économique. Enfin, il y avait la menace allemande qui contraignait l'Action française à mettre en avant le caractère impérieux de la défense de la nation. L'aurait-elle négligé qu'elle se serait reniée, qu'elle se serait trouvée en contradiction avec son nationalisme qui impose aux parties la défense du tout.

Telles sont les circonstances historiques qu'il ne faut jamais oublier lorsqu'on fustige le conservatisme de la Ligue d'A.F., son caractère bureaucratique, son manque d'imagination. Mais nulle fatalité ne pèse sur l'histoire de l'Action française, sur notre histoire. On peut bien sûr l'invoquer, mais il est plus difficile, voire impossible, de déceler l'origine de ce processus aveugle qui conduirait inéluctablement le mouvement royaliste dans des impasses, quoi qu'il fasse. Se trouverait-elle dans l'œuvre même de Maurras ? Mais

sa pensée est la plus novatrice, la plus révolutionnaire, sur le plan de la philosophie politique comme dans le domaine stratégique. Ou bien découle-t-elle, comme le prétend Edgar Pisani, du dilemme que nous posons aux Français ? Certes, le mouvement royaliste regroupait depuis la guerre nombre de représentants de la masse la plus conservatrice du pays. Et nous avons connu il y a peu, comme l'a deviné Edgar Pisani, « des débats cruels entre nos exigences de jeunes militants et la pesanteur, l'égoïsme, l'absence d'imagination et de générosité de cet attirail petit bourgeois ». Débat qui s'est mué en une rupture pénible, mais qui nous a sauvés de la sclérose. Survit-elle encore en nous, ou autour de nous ?

UNE "N.A.F." CONSERVATRICE ?

Sans nier que ce danger puisse nous menacer encore dans l'avenir, nous pensons qu'il présente un caractère bien moins urgent qu'il y a quelques années. C'est que les circonstances ont changé. Il ne s'agit pas de mettre en lumière la levée de la condamnation religieuse ou la disparition du danger militaire allemand. Ce qui a changé, et depuis peu, ce sont les termes mêmes du débat politique, au sens le plus large du terme. Avant la guerre, ou même jusqu'en 1968, tout s'ordonnait autour de thèmes simples qui appelaient des réponses sans beaucoup de nuances. On était contre le parlementarisme et pour un « régime fort », contre le communisme ou contre le capitalisme, pour Pétain ou pour de Gaulle, pour ou contre la décolonisation. Le choix d'un « pour » ou d'un « contre » rangeait inmanquablement dans un camp, dans la « France A » ou dans la « France B », ces vastes rassemblements de guerre civile — chaude ou froide — qui se déchiraient en déchirant la France depuis la Révolution. N'a-t-on pas vu, pendant la guerre d'Algérie, les partisans d'une véritable communauté franco-africaine rangés par la force des choses sous le même drapeau que les capitalistes les plus froids, que les racistes les plus hideux ? Mais aujourd'hui, selon la formule désormais classique, « rien n'est plus comme avant ».

A « droite » comme à gauche, les modèles de référence s'effondrent et les clivages se modifient. Sauf pour les aveugles, Moscou n'est plus le « centre de la subversion », mais la capitale d'un empire comme le monde en a beaucoup connu. On voit une Amérique prospère contestée dans son essence même, et, en France, le Parti Communiste adopter une attitude de plus en plus résolument conservatrice. On pourrait multiplier à l'infini les exemples qui démontrent tous la disparition des clivages d'autrefois. Le débat qui s'engage met maintenant aux prises ceux qui continuent de raisonner comme si la situation n'avait pas varié depuis 1930 ou 1945, et ceux qui, dénonçant la technocratie, la bureaucratie, le système économique et social de l'Est comme de l'Ouest, cherchent à opérer une transformation véritablement révolutionnaire de la société.

L'un de nous l'écrivait encore tout récemment, nous souhaitons cette transformation radicale, la monarchie constituant le meilleur moyen pour la mener à bien. Déclaration de bonnes intentions, dira-t-on, qui ne résistera pas aux pesanteurs conservatrices. Mais pourquoi, mais comment, les conservateurs pourraient-ils nous « récupérer » ? Il faudrait de bien grands bouleversements pour que notre pays se retrouve dans la situation de la France de 1936 ou de l'Espagne républicaine. En effet, seule une tentative de subversion de la part du Parti Communiste pourrait nous rejeter dans les bras de la droite libérale et conservatrice. Mais on voit mal M. Marchais monter à l'assaut de Passy, le couteau entre les dents. Pour le reste, rien ne nous rapproche de cette droite avec laquelle nous avons été souvent confondus. Elle célèbre un système économique et social que nous dénonçons, un atlantisme que nous réprouvons. Elle n'est même plus « nationale » depuis que, par dépit, elle s'est lancée dans l'europhisme.

Nul doute qu'en cas de crise grave, cette droite se retrouverait du côté des partis d'« ordre » qui cultivent ses mythes et qui entretiennent ses peurs et ses rancœurs. La N.A.F., quant à elle, est définitivement du côté de ce qu'Edgard Pisani appelle la « masse vivante ». Ses réflexes l'écartent de nous ? L'histoire a montré que l'A.F. pouvait engager un débat positif avec ceux qui, sur l'échiquier politique, semblent être les plus éloignés. Elle commençait même, avant que n'éclate la guerre de 1914, de rallier nombre de « Français actifs ». Cette enquête montre que ce débat est à nouveau possible. Tout indique même qu'il sera fructueux. Cela n'est pas prouvé ? Cela se vérifiera, non par des raisonnements, mais par des faits.

UNE DÉFINITION DE LA DÉMOCRATIE

D'ailleurs, les Français sont-ils encore républicains ? Sans doute sont-ils attachés à un certain nombre de rites, mais bien rares sont ceux qui, à l'exemple d'instituteurs du XIX^e siècle décrits par Gaston Bonheur, aiment encore d'amour un régime dont l'œuvre est aussi nettement négative. Reste la démocratie, toujours rêvée et jamais approchée. Nous avons déjà dit, dans notre réponse à Georges Montaron, combien l'exigence de participation nous paraissait contradictoire avec la « pratique » démocratique, avec l'idée même de démocratie. Ajoutons que la belle définition qu'en donne Edgar Pisani ne correspond guère à la réalité : la démocratie a-t-elle jamais respecté l'homme, assure-t-elle une véritable communication entre les citoyens ? L'histoire et l'actualité la plus immédiate se conjuguent pour montrer qu'il n'en est rien. Où sont les libertés concrètes dans un régime qui demeure fondamentalement jacobin, où est la participation dans un système qui ne peut se débarrasser des tendances totalitaires qui lui sont inhérentes ?

Gérard LECLERC,

Bertrand RENOUVIN.



faut-il détruire l'école ?

2. - le prométhéisme de l'absurde

Dire, comme nous l'avons fait la semaine dernière, que M. Edgar Faure et ses collègues de l'U.N.E.S.C.O. (1) veulent faire de l'éducation institutionnalisée la religion laïque du xx^e siècle, pourra sembler au lecteur pressé du livre « Apprendre à être » une contre-vérité.

FAURE : REVISION DECHIRANTE...

A première vue en effet M. Edgar Faure veut réaliser une « révision déchirante » des structures de l'éducation mondiale. Dans le préambule de l'ouvrage, il dénonce avec vigueur le mandarinat et « la correspondance entre un niveau d'instruction déterminé et un niveau d'occupation et de rémunération garanties » qui s'exerce trop souvent au détriment de la curiosité, du désir de comprendre.

Il critique le maintien dans un ghetto infantilisant à l'écart de la vie, d'étudiants jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, le discrédit jeté sur les tâches techniques. Il déclare « sans renoncement à l'expansion éducative, il convient de repenser sérieusement les objectifs, les modalités et les structures de l'éducation ».

En application de ces bonnes résolutions, il réclame une corrélation étroite entre l'école et la société, parle de chercher à intégrer les parents dans la structure scolaire, à les associer à l'élaboration de l'éducation, notamment dans les « écoles communautaires » ou par « l'école des parents » (p. 157).

Contre l'étatisme il montre que l'entreprise a un rôle éducatif et exalte le système japonais de formation technique et professionnelle développé et financé par le commerce et l'industrie.

Par ailleurs, Edgar Faure préconise une déformation des institutions scolaires et énonce l'axiome suivant : « L'éducation doit pouvoir être dispensée et acquise par une multitude de moyens, l'important n'étant pas de savoir quel chemin le sujet a suivi, mais ce qu'il a appris et acquis » (p. 210).

A première vue, quelle rupture avec le caractère centralisé de notre Education nationale ! Quelle remise en cause de son rôle de missionnaire totalitaire de l'idéologie démocratique !

A première vue seulement...

OU STRATEGIE DE L'ECREVISSE ?

Notre spirituel confrère Dominique Durand, citant dans sa chronique de *Combat* notre dernier article, a parlé du délabrement des structures mentales d'Edgar Faure. C'est malheureusement inexact. Ses structures sont au contraire d'une cohérence parfaite et d'une agilité remarquable... le tout mis au service d'une vision d'halluciné.

Tel l'écrevisse qui avance en reculant, l'ami Edgar se rend bien compte qu'il faut employer des techniques plus souples pour modeler l'être selon les canons pan-démocratiques.

Mais l'objectif reste rigoureusement le même.

Edgar Faure déclare hypocritement que le rapport de l'U.N.E.S.C.O. qu'il a rédigé ne veut que

présenter « une sorte de stratégie axiale de l'éducation, à laquelle chaque pays pourrait emprunter ce qu'il jugerait bon, selon les conditions de son économie, selon son idéologie et enfin selon sa convenance » (p. 262). Comme si une conception de l'éducation pouvait être neutre par rapport à la conception de l'homme !

Et de fait, dans d'autres passages de l'ouvrage, Edgar Faure « crache le morceau ».

Il se fait lyrique pour exalter l'éducation comme moyen de réaliser un type nouveau de démocratie différente de celui auquel nous étions accoutumés jusqu'ici (p. XXVIII) et enchaîne : « Seules les opinions publiques, si elles parviennent à former une opinion mondiale, pourront imposer des mesures aussi simples et aussi évidemment nécessaires mais indéfiniment éludées que la renonciation aux armes atomiques... Pour que l'intelligence populaire puisse accéder à ce rôle qui est à sa portée, il faut qu'elle prenne conscience d'elle-même, de ses aspirations, de sa force, qu'elle se "défatisse" et si l'on peut dire se dé-résigne, et cette assurance psychologique ne peut lui être donnée que par une éducation largement ouverte à tous » (p. XXIX).

UNE VISION PROMETHEENNE TOTALITAIRE...

Au fond, Edgar Faure fait du neuf avec du vieux. On retrouve chez lui, comme chez Condorcet ou l'abbé Sièyès, l'illusion qu'une éducation organisée sur le plan universel changera la condition humaine, changera la vie, créera l'homme nouveau.

Cet homme nouveau, conséquence de la révolution scientifique et technique, sera, d'après Faure, « l'homme total », « l'homme complet », celui qui réalisera « l'intégralité physique, intellectuelle, affective et éthique de l'être » (p. 178).

Faure ressent une véritable horreur à l'idée que les diverses dimensions de l'homme (intellectuelle, affective, pratique, ludique, religieuse...) peuvent être inégalement développées chez chaque individu. Il a raison dans la mesure où un homme amputé totalement d'une de ces dimensions est un monstre et un infirme, mais son projet de faire s'incarner toutes les virtualités de l'Humanité dans chaque individu est profondément délirant.

En fait, l'homme doit à la fois s'accepter comme être incomplet et s'efforcer de réaliser la plénitude de sa destinée au cours de sa vie. Ce sont les cadres communautaires dans lesquels il est inséré (et qu'il peut d'ailleurs contribuer à améliorer) qui l'éduqueront, et non on ne sait trop quelle éducation infusée par une institution spécialisée plus ou moins camouflée qui lui permettrait de dépasser et de nier sa condition.

... ASSORTIE DE TECHNIQUES SOUPLES

En fait de camouflage de l'éducation totalitaire, Edgar Faure est, reconnaissons-le, extrêmement habile.

Il parle d'associer la communauté locale et la famille « aux frais et aux tâches de l'éducation pré-scolaire », mais c'est pour mettre mieux à contribution les moyens de communication de masse « qui peuvent rendre de grands services partout où l'on se soucie d'étendre sans tarder l'enseignement pré-scolaire à un grand nombre de jeunes enfants, notamment à des enfants qui vivent dans des milieux à faible imprégnation culturelle » (p. 216). Et il cite comme exemple à suivre la Chine populaire dans laquelle les garderies d'enfants, véritables officines d'endoctrinement, sont gérées par des comités de quartiers... sous le contrôle du Parti (mais cela Faure oublie de le dire !). Autre exemple cher à Faure : Cuba où les garderies d'enfants sont tenues par des femmes dépourvues d'instruction scolaire, « personnel para-professionnel qui n'avait pour lui que sa propre expérience ET SON EMPRESSEMENT A RECEVOIR UNE FORMATION INTENSIVE EN COURS D'EMPLOI ! » (p. 248). Formation bien sûr dispensée sous le contrôle du P.C... ce que ce grand distrait de Faure omet de dire.

Autrement dit, Faure ne veut plus que l'éducation totalitaire ignore les communautés vivantes. Il préfère qu'elle les utilise en les phagocytant. De la sorte on fera d'une pierre deux coups : on évitera les tensions trop rudes entre famille et école et l'on éduquera aussi les adultes à l'homme nouveau.

C'est dans cette optique qu'il faut comprendre le souci fauriste de l'éducation permanente des adultes, le recyclage professionnel constituant un bel alibi. Faure va même jusqu'à s'extasier devant l'instauration de « cliniques » éducatives pour adultes à recycler professionnellement.

En somme, le docteur Knock, maniaque qui sévit en 1968-1969 rue de Grenelle, rêve d'un gigantesque hôpital éducatif étendu aux dimensions de la cité dans lequel les sujets, bien qu'associés à certaines tâches de gestion et conviés à « participer », seront subtilement manipulés par des morticoles enseignants chargés de fabriquer l'homme générique, le Prométhée du xx^e siècle !

L'aggiornamento fauriste de l'école est encore plus nocif que sa version paleo-jacobine. Dès lors, il nous faut opposer au messianisme de l'école une société « déscolarisée » dans laquelle le savoir serait dispensé par les différentes communautés humaines. C'est ce que propose entre autres Ivan Illich. Malgré des outrances, ses thèses que nous examinerons la semaine prochaine fournissent la base d'une solution au drame moderne de l'enseignement.

J.-P. LEBEL et G. FRANCFORT.

(1) Edgar Faure, Felipe Herrera (Chili), Abdur Razzak Kaddoura (Syrie), Henry Lopez (Congo), Arthur V. Petrovski (U.R.S.S.), Majid Rahnama (Iran), Fredie Champion Ward (U.S.A.) : « Apprendre à être ».



les mystères de pékin

- « La Chine après l'orage » (Denoël) par Klaus Mehnert.
- « Pékin et la Nouvelle Gauche » (Fayard).
- « Le Parti Communiste chinois au pouvoir » (Payot), par J. Guillerma.

Parmi les nombreux aphorismes ou vérités sybillines renfermés dans le Tao tō Ring attribué à Lao-tseu, on peut relever cette phrase merveilleuse : « L'enseignement sans parole, l'efficace du non-agir, rien ne saurait les égarer. » Tous les sinologues distingués ont cherché à expliquer, à l'aide de phrases du genre, pourquoi et comment le Président Mao avait fait triompher telle ligne de conduite et de pensée majestueuse et féconde. La Réalité est autre, appuyée par la parution d'excellents ouvrages sur la période 1959-1971, ceux de Klaus Mehnert et de J. Guillerma qui, chacun à leur niveau, peuvent servir de prétexte à digressions innombrables. Tout le monde va sursauter : Mao, ce n'est pas l'impératrice mandchoue croqueuse d'eunuques ou la restauration du mandarinat.

Ce n'est pas non plus le mythe grandiose d'importation douteuse que les « méchants » maoïstes exhibent entre deux plans-séquence de Jean-Luc Godard. C'est autre chose, sans doute un personnage de dimension plus raisonnable.

Rien n'est simple dans l'immense Chine : un vieux compagnon d'armes — Lin Piao — trahit son maître — lisez Mao — et s'enfuit à l'étranger après une tentative de coup d'État. Tous les éléments de la bonne vieille intrigue d'honneur extrême-orientale sont en place. Seulement, ce qui est agaçant, c'est que de ce côté du « rideau de bambou », la nouvelle est commentée à la manière d'Agatha Christie. En fait, il s'agit d'abord de la plus monstrueuse réédition des purges stalinienne. Les comparaisons foisonnent, les condamnations pour « fractionnisme de

gauche » ou « déviationnisme de droite » prononcées par le « Grand Timonier » ressemblent étrangement à celles de Trotsky, Kamenev et Zinoviev d'une part, Boukharine d'autre part. L'appareil bureaucratique qui s'est édifié peu à peu en Chine a une fâcheuse tendance à ressembler à celui instauré dans une République qui n'avait plus de « soviétique » que le nom, dès avant la mort de Lénine.

En 1958, le maréchal Peng Teh-huāi, pro-soviétique, met violemment en accusation Mao — c'est l'époque du « Grand bond en avant » — celui-ci réplique en chargeant Lin Piao, le fidèle compagnon d'armes, de museler l'insolent. En 1965, toujours sur les conseils de Mao, Lin « épure » La Jui-ching puis, lorsque les Gardes Rouges commencent à semer la confusion de Pékin à Hang-tcheou, c'est encore Lin Piao qui est chargé à la tête de l'armée de rétablir l'ordre en expliquant de gré ou de force aux émeutiers et aux iconoclastes que les mots d'ordre d'épuration permanente lancés l'année précédente, les « dazibao » spontanistes et les démonstrations de masse sur la place Tien An-men, sont terminés et qu'il faut rentrer à la maison. Les bureaucrates ont serré les rangs devant un peuple qui s'apercevait, à la faveur des événements, qu'il pourrait très bien se passer de ces intermédiaires encombrants et qu'il représentait une force extraordinaire. Tous les « gros poissons » du Parti ont repris la situation en main. C'est octobre 1971 ! « Le Parti doit commander aux fusils », l'armée doit rentrer dans ses casernes, après avoir servi les desseins et les intérêts de la « nouvelle classe » bureaucratique. On n'achète pas le silence de Lin Piao. Après une « tentative de révolution violente » (dixit Formose), c'est la trappe florentine corrigée Cité Interdite et la fin des « vareuses vertes » (couleur de l'uniforme des soldats-paysans).

Simon Leys, dans son ouvrage « Les habits neufs du Président Mao », affirme que Mao Tsé-toung a perdu entre 1959 et 1965 toutes les réalités du pouvoir au profit de Liu Chao-chi. C'est presque certain. Cela remonte à l'époque où la Chine, en adoptant les méthodes économiques de l'U.R.S.S., mettait en place un appareil pesant chargé de réaliser le premier Plan quinquennal (1953-1957). Peu après, ce fut l'échec de la politique des « Cent Fleurs », puis celui des « communes populaires ». Echecs personnels du Président Mao qui l'exposaient désormais à toutes les critiques imaginables.

De l'éviction de Peng Teh-huāi à celle de Lin Piao, nous assistons à une formidable reconquête du pouvoir par Mao qui saura toujours, au moment voulu, mettre ses adversaires en porte à faux. Mao Tsé-toung et Chou En-laï, personnages éminemment complémentaires, détiennent — enfin seuls — les leviers du pouvoir. Mais enfin, qui viendra après eux ? C'est dans doute là le problème crucial. Si beaucoup de dignitaires ont dépassé soixante-dix ans, il y a, derrière Chou En-laï et derrière M^{me} Chiang-ching — qui laissera son nom dans l'Histoire au même titre que Jdanov pour avoir nivelé à ras de terre toute forme d'expression culturelle ou artistique — tout le cortège des anonymes « techno-bureaucrates » qui ont pour objectifs communs : la production à outrance, l'amélioration du niveau de vie, la normalisation avec l'Ouest et l'extension des échanges commerciaux.

Jeté aux orties, le mythe de la Révolution chinoise pure et dure. Tant pis pour les coryphées bourgeois, pékinologues en herbe, qui commençaient à s'esbaudir sur la Révolution chinoise austère et fervente. La République populaire chinoise du Yenan est morte en 1933...

Philippe VERGNE.

août 14 ⁽¹⁾ d'alexandre soljenitsyne

Là-bas, dans les camps glacés et les charniers de Sibérie, « toute une littérature nationale est enfouie, plongée dans l'oubli, non seulement sans une pierre tombale, mais sans vêtement, nue, avec seulement un numéro. » Si Alexandre Soljenitsyne a pu échapper au sort commun — celui des compagnons d'Ivan Denisovitch — ce n'est pas grâce à Chokhov et aux créatures de l'Union des Écrivains, c'est par une sorte de miracle de la Providence. Cette même Providence qui a permis que, plus d'un demi-siècle après le lancement de la plus gigantesque entreprise de déchristianisation de son histoire, un peuple — comme les ouvriers que j'ai vus communier dans la cathédrale Saint-Wladimir de Kiev — aille recevoir les sacrements sous le Pentecosteur, dans les basiliques encore ouvertes.

Dieu et la Russie. Rien d'étonnant à ce qu'ils soient la préoccupation majeure d'un écrivain qui vient de commettre son « Guerre et Paix ». Comme chez Tolstoï, le prétexte est une page d'histoire russe : c'est en 1914, aux confins de la Prusse Orientale. Deux armées russes lancent une offensive malgré l'impéritie de la Stavka (l'état-major général) contre l'Empire allemand. C'est toute la société russe d'une époque donnée que Soljenitsyne a voulu peindre et expliquer. On devine que le projet est évidemment plus vaste.

Dans cette société, il y a une contradiction fondamentale : c'est Pierre le Grand qui, en choisissant délibérément un Occident déjà imprégné d'urationalisme précurseur de la philosophie des lumières, a du même coup renié un capital de valeurs essentielles au peuple russe. Mais toutes ces valeurs n'ont pas réussi à disparaître malgré l'industrialisation accélérée du début du siècle et les comme la chance du salut ; c'est la Communion du Sang et du Sacrifice qui doit ressouder les éléments d'un corps social qui se désintègre.

Mais à toute démonstration tolstoïenne, il

faut des personnages. Des personnages de fond et puis des archétypes : Samsonov, rien à voir avec le génie militaire d'un Koutouzov, personnage historique dont la médiocrité et le suicide sont devenus légendaires. Pour contrebalancer la médiocrité, Vorotyntsev, l'officier d'état-major efficace et brillant, personnage fictif celui-là, mais dont l'apparition rend la fresque historique crédible de par l'équilibre qu'elle institue. Il y a Tchernaga et tout un peuple, celui du terroir russe, celui que la Conscription a déraciné un jour de juillet de son paysage, le peuple en armes qui suivait Alexandre Nevsky. Il y a aussi l'inévitable intellectuel dont personne ne peut vraiment pressentir l'importance réelle ; c'est l'aspect négatif d'une société dont Soljenitsyne se sent bon gré mal gré entièrement. Soljenitsyne est facile à imaginer : enraciné à une terre et à un peuple, mais obligé de se mouvoir et d'écrire au milieu des anathèmes et des menaces. « Emigré de l'intérieur » : destinée étrange pour le plus grand écrivain russe du xx^e siècle.

Ph. V.

(1) Coll. Le Seuil, 39 F.

le mouvement royaliste



HYPER FESTIVAL D'ETAMPES

A ETAMPES, route de Brières
Les 23 et 24 septembre 1972
à partir de 10 heures du matin
Avec

ANGE - COREEN SINCLAIR - CATHARSIS
VOYAGE - QUO VADIS - VIRUS - E. BOOZ...
Organisé par le Comité « Pour le Renouveau
de la Fête » et sous le patronage de
POP 2000 - EXTRA - MAXIPOP - POPMUSIC
Nourriture et boissons à profusion !

des philosophes en bretagne

La session philo de la N.A.F., qui s'est déroulée du 2 au 6 septembre en Bretagne, a prouvé qu'une vingtaine de militants (philosophes, sociologues ou « non-initiés ») peuvent travailler 24 heures sur 24 (ou presque !) sur un sujet comme l'épistémologie politique.

De 9 heures du matin jusqu'à fort avant dans la nuit, ce n'étaient qu'exposés, débats, brefs repos où l'on discute, longs repas où l'on ne discute pas moins, avec cependant le temps de quelques défoulements chantés et rythmés (ô combien !), juste ce qu'il faut pour réintroduire la fête dans une session fort sérieuse !

Epistémologie politique, le thème s'était imposé par la priorité du problème critique pour des gens qui réfléchissaient à partir de la science politique, et aussi à cause de l'actualité des thèmes évoqués par le terme « épistémologie », les deux points de vue devant être illustrés par un certain nombre d'exposés.

Après une brève introduction précisant le but et les limites de la session (limites rendues très mouvantes par les discussions tous azimuts qui suivaient les exposés), Georges Bernard et Jean-Marie Bonifay vont s'attaquer au structuralisme (Bachelard, père de l'épistémologie moderne, Canguilhem, Foucault, Lacan, Deleuze) et à la pensée plus ou moins

structuraliste (ça dépend du Parti !) d'Althusser.

Dominique Weiss, avec un exposé très complet sur Auguste Comte, fait le lien entre les structuralistes et la pensée de Maurras que Philippe Charpentier (« Les textes de Maurras sur la science politique ») nous permet de retrouver dans son intégralité et non pas dans les rubriques militantes du « Dictionnaire politique ». Enfin, Gérard Leclerc fait le point sur Maurras et la philosophie (le problème de la connaissance, de l'anthropologie, Maurras et la métaphysique).

En conclusion, il apparaît que cette session n'est que le début de multiples travaux, mais le climat de recherche, d'approfondissement, de débat largement ouvert entre gens d'horizons culturels différents, laisse bien présager de l'avenir. Certes, le sujet n'est pas épuisé. L'épistémologie politique est une science jeune et ce n'est pas en une session que l'on résout les problèmes (ce n'était d'ailleurs pas le but). Mais les problèmes sont posés. Il s'agit maintenant de poursuivre le travail commencé et d'y intéresser un plus large auditoire. La publication probable des travaux inaugurés à cette session et le sérieux de ces travaux sont les chemins par où passe la conquête de l'intelligence.

René MOUCADEL.

réunions

PARIS NORD-EST

PARIS RIVE GAUCHE

PARIS NORD-OUEST

SECTION DE NEUILLY-LEVALLOIS

Une permanence est assurée tous les jeudis de 17 heures à 18 h 30, au café-tabac « Le Marly », 54, avenue du Roule à Neuilly.

MAINE-ET-LOIRE

ANGERS

- Bar du Lycée, place du Lycée.
- Au Pacha, 16, rue d'Alsace.

notre circuit de distribution

Notre hebdomadaire n'est pas diffusé par les Messageries dans les kiosques. Ceci nous permet de conserver des tarifs de vente très bas : sauf erreur, les plus bas de la presse française.

Nous demandons à nos lecteurs occasionnels, soit d'acheter régulièrement leur journal chez les dépositaires qui ont accepté d'afficher la « N.A.F. », soit de s'abonner. La création d'un capital d'abonnés important est capital pour l'avenir de la « N.A.F. ».

Vous trouverez la « N.A.F. » :

ALPES-MARITIMES

Nice :

- Librairie Rudin, 14, avenue Félix-Faure.
- Librairie La Biblio, avenue Estienne-d'Orves.
- Librairie d'Art et de Littérature, 78, boulevard Borriglione.

BOUCHES-DU-RHONE

Maison de la Presse, Librairie Goulard, cours Mirabeau, 13 - Aix-en-Provence.

LOIR-ET-CHER

Blois : la N.A.F. est en vente dans tous les kiosques.

HAUTE-GARONNE

Toulouse :

- 15, place du Capitole (sous les arcades).
- Martin Gautier, 10, rue d'Alsace.
- Maison de la Presse, 64, rue de Metz.

JURA

Lons-le-Saunier : Maison de la Presse, 17, place de la Liberté.

NORD - PAS-DE-CALAIS

Lille :

- Cinéma Le Régent, rue de Béthune.
- Les Nouvelles Galeries, rue Nationale.

PARIS ET RÉGION PARISIENNE

Lamblot, 10, r. Croix-des-Petits-Champs, Paris (1^{er}).

Greggory, 26, rue du Bac, Paris (7^e).

Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, Paris (6^e).

Librairie Roquain, 10, rue des Petites-Ecuries, Paris (10^e).

Librairie Bayen, 47, rue Bayen, Paris (17^e).

XV^e : kiosque face au Miramar (M^e Montparnasse).

Et dans nos locaux.

livres

Commande à adresser à :

la Nouvelle librairie d'Action française
17, rue des petits-champs - paris (1^{er})
c.c.p. NAF 642-31

accompagnée de son montant.

Augmenté de 10 % pour frais d'envoi.

Lewis MUNFORD

- Le Déclin des villes 23,70 F
- La Cité à travers l'Histoire .. 60,00 F

Georges FRIEDMANN

La Puissance et la Sagesse 35,00 F

Jean-Marie DOMENACH

- Le Retour du Tragique 18,00 F
- Emmanuel Mounier 7,50 F

John Kenneth GALBRAITH

Le nouvel Etat industriel 32,00 F

Michel MANCEAUX

Les Maos en France 23,00 F

Christian DEDET

- L'Exil 11,50 F
- La Fuite en Espagne 9,00 F
- Le plus grand des taureaux .. 9,00 F
- Le Métier d'amant 11,50 F

Maurice CLAVEL

- La grande pitié 10,00 F
- Les Incendiaires 4,00 F
- Saint Euloge de Cordoue 12,00 F
- La Terrasse de midi 4,00 F

Gabriel MATZNEFF

- L'Archimandrite 12,00 F
- La Caracole 12,00 F
- Comme le feu mêlé d'aromates 12,00 F
- Le Défi 10,00 F

Antoine BLONDIN

— L'Humeur vagabonde 10,00 F

— Monsieur Jadis ou l'Ecole du

soir 19,00 F

— Un Singe en hiver 10,00 F

— L'Europe buissonnière 6,00 F

Jean BRUNE

— Cette haine qui ressemble à l'amour 19,00 F

— Interdit aux chiens et aux Français 16,00 F

Jean CAU

— L'Agonie de la vieille 12,50 F

— Le Pape est mort 11,50 F

— Le Temps des esclaves 15,00 F

Roger NIMIER

— Les Enfants tristes 9,50 F

— Amour et néant 6,00 F

— D'Artagnan amoureux 13,00 F

— Le Hussard Bleu 15,00 F

— Journées de lectures 14,00 F

pour une critique de combat

3 - l'inversion de la vie

Une coquille m'a fait parler, la semaine dernière, de « profession créatrice de la vie », alors que c'est sa *profusion* créatrice que j'évoquais. Mais ce n'est peut-être, après tout, qu'un « lapsus calami » qui aurait orné mon manuscrit, un lapsus qui serait alors tout à fait significatif : car si, dans l'univers, la *vie* a un rôle à jouer, une fonction à remplir, si elle fait *profession* de quelque chose, c'est bien de créer. La création, sous toutes ses formes, est sa raison d'être ; et dans nos sociétés, elle a revêtu la forme de l'effort civilisateur.

UNE SOCIÉTÉ QUI VOUS COUPE LES AILES

La création littéraire et artistique représente un élément essentiel de cet effort, de cette tension vers *autre chose*. C'est pourquoi la société ne doit pas être, pour elle, un étouffoir. La créativité doit au contraire y trouver les moyens de se faire jour et de s'épanouir.

Or la destruction de l'équilibre historique national par la Révolution, a rendu la société de plus en plus étouffante. La démocratie parlementaire libérale avait déjà créé le clivage pays réel - pays légal. Le système techno-bureaucratique est allé encore plus loin, en s'attaquant aux structures mêmes du pays réel. Il tend à diviser le pays réel en deux types de classes : les classes sacrifiées et les classes terrifiées. Les classes sacrifiées sont constituées par les « oubliés de l'expansion » (que, bien souvent, l'expansion n'oublie pas du tout : elle pense à eux, au contraire, en s'efforçant soit de les exploiter, comme les travailleurs immigrés, soit de les détruire, comme les agriculteurs ou les pieds noirs).

Quant aux classes terrifiées, ce sont ces classes moyennes que se partagent l'U.D.R. et le Parti Communiste, et qui, hélas, ne justifient que trop bien la fameuse formule : « Les Français sont des veaux. » S'ils sont des veaux, ce n'est pourtant pas par hasard. La chanteuse américaine Joan Baez, dans une de ses chansons les plus célèbres, « Donna, donna », raconte l'histoire d'un veau conduit à l'abattoir : « *Who told you a calf to be?* », lui demande le fermier qui l'accompagne. « Qui t'a dit d'être un veau ? Pourquoi n'as-tu pas des ailes pour voler comme l'hirondelle, si fière et si libre ? » Dans la société techno-bureaucratique, les ailes sont faites pour être coupées. Elle ne peut qu'imposer son système artificiel de créativité technique incontrôlée, où chaque membre du corps social est soumis malgré lui à un ordre d'existence artificiel totalitaire (ce totalitarisme s'exerçant soit par la violence, soit par la persuasion clandestine).

CONTRE LES NÉO-POSITIVISMES STRUCTURALISTES

Le combat pour la défense des forces vitales est donc devenu fondamental. Mener ce combat sur le front littéraire et artistique est indispensable,

car c'est là que la liberté créatrice est le plus directement et le plus évidemment menacée.

J'ai précédemment essayé de montrer que la critique « engagée » était à exclure, car elle est un premier moyen d'ignorer la vie.

Elle n'est pourtant pas le seul. Il en existe un autre, beaucoup plus insidieux et bien plus dangereux : c'est de céder au scepticisme que secrète naturellement une société déshumanisante, et d'adhérer aux tendances néo-positivistes du structuralisme idéologique.

La session philosophique qui vient de se tenir à l'initiative de J.-M. Bonifay a étudié avec attention ces problèmes. Ce n'est pas le propos de la critique littéraire que d'entrer trop avant dans les considérations philosophiques. Lorsque J.-M. Bonifay sera en mesure de publier les résultats de cette session, nul doute que la définition de la « critique de combat » se trouvera singulièrement précisée.

Il est toutefois possible d'en indiquer déjà une orientation. La société techno-bureaucratique, au stade actuel de son développement, a pour idéologie naturelle cette forme de néo-positivisme que constituent les idéologies structuralistes (1).

LES FAITS LITTÉRAIRES NE SONT PAS DES CHOSES

Il s'agit d'abolir la dimension humaine des événements. Pour cela, un moyen efficace est d'en détruire la dimension historique en entendant l'histoire dans son sens maurassien : l'histoire réelle, concrète, des peines et des bonheurs des hommes, l'histoire qui forme les peuples et forge les civilisations, et n'en reste pas moins menacée par les forces de destruction.

A cela, notre idéologie néo-positiviste substitue la vision froide de structures animées par un perpétuel mouvement brownien, et pour qui les questions de l'origine et de la fin non seulement ne sont pas posées, mais ne doivent pas être posées.

Sans doute une telle idéologie nous débarrasse-t-elle au passage des fétides humanismes évolutionnistes tels que le teilhardisme primaire, mais ceci compense difficilement cela.

Le structuralisme idéologique veut, en fin de compte, appliquer à la littérature une méthode scientifique propre aux sciences de la nature. Objectiver — et finalement réifier — la littérature est son attitude naturelle. Mais les faits littéraires ne sont pas des choses et, en 1972, les tentatives d'élaboration d'une « science du littéraire » comportent plus de dangers pour notre liberté que d'espoirs réels de mieux connaître les mécanismes de la création. Je ne prétends pas qu'il faille systématiquement mépriser ces tentatives, souvent passionnantes, mais il me paraît certain qu'il faut s'en méfier, les contrôler, les juger, et, s'il le faut, les condamner avant qu'elles aient rongé quelqu'une de nos cellules vitales.

LA DÉSHUMANISATION SELON GOMBROWICZ

Pour illustrer mon propos, on me permettra de citer quelques lignes du *Journal* d'un écrivain polonais bien connu en France, Witold Gombrowicz. Il parle des « structuralistes » (ou à peu près...) : « Autant je veux, moi, être détendu, autant sont-ils, eux, crispés, tendus, raidis, entêtés, enfoncés... et alors que je tends vers moi-même, eux, depuis longtemps, ne connaissent qu'une passion, celle de l'autodestruction : ils veulent se quitter, sortir d'eux-mêmes. L'objet, L'objectivisme. Une sorte d'ascèse quasi médiévale, de « pureté » qui, dans la déshumanisation, les attire. Mais attention ! loin d'être froid (encore qu'il se voudrait glacial), cet objectivisme recèle un piège — le dard d'une intention franchement agressive, quelque chose de provocant, oui, il y a là bel et bien provocation. (...) La tendance à se déshumaniser (que je cultive d'ailleurs moi-même) doit nécessairement s'accompagner de la tendance contraire qui consiste à s'humaniser ; sinon le réel croule tel un château de cartes, et nous voilà menacés de tomber au fond d'un verbalisme totalement irréel. » (2)

Le souci de Gombrowicz est ici bien proche du nôtre. C'est à ce titre que je l'ai cité, sans vouloir chercher à le tirer à nous. Il fait pourtant partie de ces hommes qui ont profondément ressenti à quel point une certaine culture pouvait être *l'inversion de la vie*.

Christian DELAROCHE.

(1) Qu'on m'entende bien : je dissocie ici une méthode positive et positivisme, méthode structurale et structuralisme. Il arrive souvent, le mot *structural* étant lié à la linguistique, qu'on désigne par structuralisme les méthodes analogues appliquées à d'autres disciplines. Ce n'est pas de cela dont je parle, mais du seul structuralisme *idéologique*.

(2) Gombrowicz, pages de *Journal* publiées sous le titre : « Sur Dante » (Ed. de l'Herne).

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F
C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau paris 10^e